

Les agents de sécurité en première ligne

Depuis le début de la crise du Covid, les vigiles sont sous pression

La vie sans masque, gel hydroalcoolique et autres distances de sécurité était-elle plus simple pour les agents de sécurité? "Pas sûr", grimace ce vigile posté dans un magasin de téléphonie situé dans le centre-ville. "Mais au moins, avant, on ne passait pas la moitié de notre journée à se faire insulter par des gens qui ne veulent pas mettre leur masque sur la figure ou du gel sur les mains...", se désolait-il. "Le problème, c'est que nous ne sommes pas considérés. Ni par nos employeurs, ni par les clients... Et si on l'ouvre, on n'a plus d'emploi... Donc, pour la plupart, on subit...", témoigne cet homme d'une quarantaine d'années souhaitant garder son anonymat par "peur de



De nouvelles tâches ont été attribuées aux agents de sécurité depuis le début de la crise sanitaire. / PHOTO ILLUSTRATION DAVID ROSSI

quelles ils étaient payés", reprend-il, n'hésitant pas à qualifier leur travail "d'extraordinaire".

Un terme que Nabil*, ce vigile de 27 ans, n'entend pas souvent. Le jeune homme, agent de sécurité depuis plus de trois ans, regrette d'ailleurs le manque de considération apportée à sa profession. "On exerce sans arme ni rien, nous n'avons aucun pouvoir... Et malgré tout on essaie de rester calme et poli dans toutes les situations. Même quand, et c'est fréquent ces derniers mois, on est face à des individus parfois violents. Les clients ne voient même pas qu'ils sont face à des humains. Au vu du salaire, je ne sais même pas pourquoi je continue...". Et André Merrackchi d'abonder sur la précarité du métier : "70% des agents de sécurité sont au Smic. Mais, en plus, beaucoup ne sont pas à plein temps. Certains doivent cumuler deux ou trois boulots pour s'en sortir. Pour ceux qui sont dans des gros groupes, la paie tombe tous les mois, mais pour certaines petites boîtes, c'est beaucoup plus compliqué".

En 2017, la France comptait environ 175 000 agents de sécurité. "On est nombreux, mais on n'est pas organisé et notre statut reste précaire et nous ne sommes pas protégés", indique Sami, ne se fait pas d'illusion. "On sait que pendant quelques mois on est un peu mis en avant, mais dans six mois, ce sera exactement avant..."

Rémi SIMONPIETRI

* Le prénom a été modifié

"Les clients ne voient même pas qu'ils sont face à des humains".

perdre son job".

Son quotidien depuis plusieurs mois? Faire en sorte que les distances de sécurité soient respectées dans le magasin et veiller à ce que les clients se désinfectent les mains avant d'entrer. "Ça s'ajoute aux autres tâches de surveillance que nous assurons déjà...", précise-t-il.

À l'image d'autres professions, les agents de sécurité sont en première ligne depuis le début de cette crise. Une manifestation avait d'ailleurs été organisée en début d'été par

une soixantaine d'employés de la société Main sécurité - une branche de l'entreprise marseillaise Onet - pour faire entendre leur voix et réclamer une prime. Certains d'entre eux sont affectés dans des sites sensibles comme les hôpitaux ou les bâtiments, d'autres dans des centres commerciaux, grandes surfaces ou boutiques.

"Quoi qu'il arrive, nous jouons un rôle essentiel dans cette crise et nous n'avons pas d'autre choix que d'être au contact, c'est très difficile de gar-

der les distances quand on exerce ce métier, affirme André Merrackchi, coordinateur départemental au niveau des entreprises de prévention et de sécurité pour la CFDT.

"Dès le départ de la crise, avec les équipements de sécurité qui manquaient, les agents auraient pu invoquer leur droit de retrait... En France, trois agents sont décédés du Covid car, à la base, ils ont exercé sans moyen de protection. Mais, malgré les risques, les vigiles ont tenu à assurer la prestation pour les-

DU CÔTÉ DES SOCIÉTÉS DE SÉCURITÉ

"Nous ne sommes pas épargnés..."

Grégory Lafosse gère une société de sécurité d'une centaine d'employés. Depuis le mois de mars, son activité a été considérablement réduite. "Avec tout l'événementiel qui a été annulé, le 14-juillet, les concerts, les festivals... C'est un manque à gagner considérable pour nous", indique-t-il. Pour sa société AMGS, il estime à 400 000 ou 500 000€ la perte sur l'année. Soit environ 20% de son chiffre d'affaires. "C'est difficile pour tout le monde et nous ne sommes pas épargnés... Nous avons également dû fournir des équipements de sécurité supplémentaires aux agents, les former aux nouveaux gestes... Tout ça, ça a également un coût", explique-t-il, assurant ne vouloir prendre aucun risque pour la sécurité de ses agents, en première ligne. "Ils sont en vraie première ligne. C'est un métier qui est essentiel pour la vie économique et il ne peut malheureusement pas s'effectuer sans contact. Ils doivent utiliser des raquettes électromagnétiques, effectuer la palpation..."

Avec 2 milliards de chiffres d'affaires par an, le groupe Onet ne boxe pas dans la



Files d'attente devant les magasins et gel hydroalcoolique... Les grandes enseignes ont dû s'adapter. / PHOTO ILLUSTRATION DAVID ROSSI

même catégorie. Face à la contestation, l'entreprise a accordé une prime de 200€ à ses agents de sécurité (voir ci-dessus). "Les métiers de services sont à très faibles marges. Malgré cela nous avons fait le choix de donner une prime à l'ensemble de nos agents de sécurité qui sont intervenus pendant cette période Covid, précise Sté-

phane Point, président du réseau services Onet. Durant cette crise, des professions pas très visibles sont sorties à la lumière. Les agents de sécurité, mais aussi de la propreté en font partie. Ce sont des professions qui étaient dans l'ombre et qui ont eu un rôle crucial dans la gestion de crise".

R.S.

Du mistral dans les idées

L'enjeu d'habiter l'espace au quotidien



/ PH. THIERRY GARRO

Après l'effondrement des immeubles de la rue d'Aubagne, des milliers de personnes ont dû quitter leur habitation. À Marseille 40 000 logements sont jugés "indignes". Habiter reste au cœur des préoccupations et beaucoup vivent dans l'angoisse. L'habitation est un espace délimité qui différencie l'espace privé de l'espace public : par la préservation de l'intimité l'habitat tient un rôle important de régulation, de préservation de soi, et de représentation sociale. On est "chez-soi" lorsque le lieu ne peut-être celui d'autrui, on possède son propre espace lorsque l'on peut s'y retirer pour s'isoler du reste du monde. Les espaces de l'intimité permettent de se protéger : on ne subit pas l'espace, on le maîtrise.

Chaque jour, nous habitons différents lieux qui participent à notre construction sociale et à notre identité : les cercles concentriques de l'habitation se déploient progressivement depuis nos espaces les plus secrets, aux espaces de sociabilité où nous sommes de plus en plus exposés. La rue nous ôte toute intimité, elle absorbe et dissimule notre propre identité ; alors que l'habitation positionne chaque personne face à elle-même et nous met en scène. Parce qu'il n'appartient à personne en particulier, et à tout le monde en général, l'espace public se prête malgré tout à l'appropriation. Cette forme de privatisation passe par une domestication de l'environnement qui s'appuie sur les activités premières du quotidien, et qui se réalise massivement dans le détournement des usages premiers des espaces. La pratique de l'espace public (se déplacer, se promener, faire son marché, aller au café, faire les magasins, etc.) permet à l'usager de vérifier l'intensité de son insertion dans l'environnement social. Habiter l'espace, c'est créer des habitudes : rythmes quotidiens de parcours, d'usage, de consommation, de socialisation, et de protection de soi. Disposer de son logement, c'est "avoir le choix". Le choix de rentrer ou de sortir, de s'isoler ou d'être en collectivité, de se laisser aller à ses humeurs ou

Chaque semaine, un(e) philosophe d'ici prend la plume autour d'une actualité marseillaise ou d'une problématique qui touche le territoire.

par Nadège LEROUX

Architecte DPLG associée
Atelier PLANISPHERE
<https://plansphere-architecture.fr>



non (sans devoir répondre aux normes de la société extérieure), etc. Toutes ces attitudes rendues possibles par l'habitation constituent un véritable garde-fou qui préserve l'équilibre de chacun. Être résident, avoir son "chez-soi" et voisiner sont autant d'éléments qui rendent possible la construction du lien social et la construction de soi. Habiter, c'est gérer son intimité, s'accepter suffisamment pour ouvrir sa maison, se montrer, s'ouvrir au monde. Occuper un lieu, c'est le maîtriser, c'est en déterminer les limites. Ces limites se déclinent à différentes échelles : les limites intérieur/extérieur qui nous protègent des intempéries et des intrusions, qui marquent le seuil de son "chez-soi" par rapport à l'espace public ; mais aussi les limites entre les espaces partagés privés/espaces intimes privés. La "maison" permet à chacun de se situer dans sa relation aux autres. C'est à travers son logement que l'on se montre, que l'on se met en scène sur un espace défini. C'est la révélation choisie et maîtrisée de soi. Le fait d'ouvrir ou de fermer sa maison s'établit dans la gestion des limites. Le fait d'ouvrir ou de fermer sa maison s'établit dans la gestion des limites. De nombreux filtres sont à traverser pour atteindre l'habitation : la rue ("ma" rue), "mon" immeuble, l'escalier ou l'ascenseur. Là, on est déjà un petit peu chez soi : on le partage avec nos voisins, on s'y sent à l'aise et en sécurité, à l'abri du tumulte de la rue. Arrive le seuil de la porte : le temps de la pose, la limite de la véritable intrusion, le marqueur de la propriété privée, le seuil incarne la frontière et le passage entre deux mondes. Ces limites, entièrement maîtrisées par l'habitant, constituent des étapes d'appropriation : elles sont les preuves que l'on accède à un espace privé et implique une modification de nos agissements, que l'on soit habitant ou invité. Plus on a envie d'ouvrir sa "maison", plus on rend ces limites accessibles et franchissables.

L'Université populaire de Marseille-Métropole (<http://upop.info>) propose une conférence ce lundi 12 octobre (accueil à partir de 18 h 30, S.A. 13, 130 avenue du Prado, 8^e arr) : "Fréquenter et habiter l'espace au quotidien" par Olivier Bédu, architecte DPLG, urbaniste. Le Cabanon vertical (<http://www.cabanonvertical.com>). Réservation obligatoire : upop13@free.fr - Contact : ☎ 06 52 786 785.

Idées SERVICES

VIP MOTO
GRAND CHOIX DE SCOOTERS & MOTOS, NEUFS & D'OCCASION
concessionnaire Honda
Entretien et réparations, atelier agréé assurances et mutuelles.
Ouvert 6j/7 du lundi au samedi
30, Cours Lieutaud - 13001 MARSEILLE
Tél 04.91.00.00.00
www.vipmoto.fr

La Gaye Automobiles
Professionnel habilité & agréé
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
FAIT VOTRE CARTE GRISE EN UN INSTANT !
Pour votre voiture, moto, camping-car, remorque, ambulance, prestation à 25 €
24 rue de l'Horticulture
13009 Marseille
04.91.74.16.82

CONFÉRENCE

"Seniors, comment rester jeunes?"

La Division seniors de la Ville de Marseille organise une conférence sur le thème "Seniors, comment rester jeunes?", ce mardi 13 octobre à partir de 14h30, à la bibliothèque à vocation régionale de l'Alcazar (sur inscription). Philippe Pitaut, président de l'Institut de gérontologie sociale, professeur honoraire à Aix-Marseille Université département des neurosciences, animera cette conférence qu'il ne manquera pas de pimenter d'anecdotes. Ces cycles de trois conférences, sur des thématiques qui intéressent de près les personnes âgées, sont organisés chaque année par la Ville de Marseille. Cette année, le contexte sanitaire a amené la municipalité à prendre de nouvelles dispositions quant à l'organisation : le public sera accueilli dès 14h15 pour ne pas encombrer le hall d'accueil de l'Alcazar et respecter la distanciation physique ; du gel hydroalcoolique sera mis à disposition à l'entrée de la salle de conférences et de l'auditorium ; le port du masque sera obligatoire ; et un siège sur deux sera laissé vacant.

→ Entrée gratuite sur inscription préalable auprès de la Division seniors ☎ 04 91 55 38 29 ou par e-mail à division seniors@marseille.fr. Mardi 13 octobre à 14 h 30, à la bibliothèque de l'Alcazar, 58, cours Belsunce (1^{er}).